



## l'édito

d' **A**lain Bergounioux

### « Rien n'arrive jamais comme prévu... »

Cette phrase prêtée à François Hollande caractérise, en fait, la vie politique telle qu'elle est dans la réalité... Un événement peut bousculer les tendances qui sont à l'œuvre et les reconfigurer différemment, au moins pour un temps. Il en va particulièrement ainsi pour les élections primaires de la droite, aujourd'hui, et de la gauche socialiste, demain. La presse est prompte à les donner jouées d'avance au moindre mouvement des sondages dans la hiérarchie des popularités, et, depuis plusieurs semaines, le nom du vainqueur n'a cessé de fluctuer. Or, nous n'entrerons dans le sérieux, pour la droite, qu'à la faveur du premier débat télévisé, le 13 octobre prochain, dès lors que l'opinion accordera une réelle attention aux programmes et aux styles politiques. Et pour la gauche socialiste, en décembre, quand seront connus tous les candidats effectifs.

Si nous nous arrêtons sur la droite, il faut souligner un point-clef. Des sensibilités différentes certes s'affrontent, qu'on pourrait s'amuser à attacher à des traditions historiques - le nationalisme, le gaullisme, le libéralisme, la démocratie chrétienne, etc... -, et, bien évidemment, se confrontent les « styles » contrastés des candidats, avec leurs histoires propres. Mais, les convergences sont profondes pour tout ce qui concerne l'économique et le social. Les mesures proposées, la dégressivité des allocations chômage, la forte réduction des dépenses publiques, la diminution du nombre de fonctionnaires, le recul de l'âge de départ à la retraite, la hausse de la durée du travail, l'allègement de la fiscalité pour les plus riches, l'acceptation des inégalités dans le système éducatif, l'affaiblissement des syndicats... dessinent, toutes, un même type de politique qui détruira les équilibres sociaux que nous avons maintenus, en les adaptant aux réalités nouvelles. A partir de là, se confrontent des tactiques différentes, Nicolas Sarkozy tente, à toute force, de faire le pont avec l'électorat de Front national pour l'attirer dans la primaire, quitte à hystériser le débat national, en attisant les conflits. Alain Juppé appelle le Centre pour pallier sa faiblesse parmi les militants et les sympathisants de « Les Républicains ». François Fillon et Bruno Lemaire peinent à définir des alternatives claires et n'espèrent, en fait, que l'effondrement d'un des deux concurrents de tête.

Mais, nous aurions tort de considérer que tout se jouera dans les seuls discours et postures des acteurs politiques - que les médias aident à constituer en monde fermé (cela est valable pour nous aussi...). Car, ce qui sera décisif, c'est ce que souhaiteront les électeurs de droite : dans quoi et surtout dans qui se reconnaîtront-ils ? Les candidats font chacun un pari différent sur le degré de droitisation de la société. Les enquêtes d'opinion montrent qu'il y a bien un mouvement de droitisation identitaire - et c'est bien le pari de Nicolas Sarkozy, malgré toutes ses faiblesses personnelles -, mais qu'il n'y a pas un attachement si net au libéralisme économique. Les choses demeurent donc ouvertes, et nous aurions intérêt à les considérer comme telles, au lieu de dire chaque semaine - parfois, chaque jour... - que tout est joué !

# L'école au cœur de la volonté de revanche de la droite

En 2012, face à une droite résolument conservatrice, les socialistes avaient fait de l'école publique, leur priorité pour des raisons à la fois, sociales et citoyennes, mais aussi pour préparer l'avenir.

**Les socialistes disposent d'un bilan.** Les engagements pris lors des campagnes présidentielle et législatives de 2012, ont été tenus. Ce que la droite d'aujourd'hui peine manifestement à supporter, tant pour des raisons de fond que de forme.

Les moyens financiers et humains ont été développés comme prévu, avec la création, en cinq ans, de 60 000 postes dans l'Éducation nationale, achevée de créer effectivement avec le budget 2017, et la revalorisation des traitements des enseignants. La réhabilitation de la formation des maîtres a été assurée, ce qui correspond à un effort de longue haleine, indispensable, mais attendu des intéressés eux-mêmes.

La refondation nécessaire a été engagée, à travers, notamment, la priorité accordée à la petite enfance, à la scolarisation des enfants de moins de trois ans et à l'école primaire, la réforme du collège, l'adaptation des rythmes scolaires à l'enfant, à la fois tant souhaitée par les associations de parents d'élèves et pourtant, par la suite, trop souvent critiquée sans donner le temps nécessaire à une adaptation éventuelle.

La lutte contre toutes les formes d'inégalités devant le savoir, la connaissance et leur transmission, a été conduite au service d'une école au cœur du projet républicain, fondé sur l'égalité des droits et des chances, et l'émancipation

de tous. Il n'est pas de message républicain convaincant, sans priorité scolaire et formatrice, affirmée à chaque instant.

L'objectif consistait aussi, dès le printemps 2012, à effacer le bilan négatif légué par la droite au terme du quinquennat 2007-2012. L'examen de ce bilan éclaire la signification même du projet qu'elle développe aujourd'hui dans le cadre de ses primaires.

**L'école, toujours une contre priorité pour la droite.** Au cours de cette période couvrant le mandat de Nicolas Sarkozy à l'Élysée et l'action de François Fillon, à Matignon, la part de l'école et de l'éducation dans le PIB était, en

effet, passée de 7,09 % à 6,75 %, grâce, notamment, à la suppression de près de 80 000 postes, en cinq années, la fermeture de milliers de classes en zones rurales et semi-urbaines, l'effondrement de la scolarisation des enfants âgés de moins de trois ans, la réduction du nombre hebdomadaire de jours de cours, la disparition de la formation pédagogique dispensée aux maîtres. L'ambition de la droite n'était plus celle de

*Pour l'ensemble des responsables de la droite, candidats ou non aux primaires d'ailleurs, nous serions conduits à subir le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite, dans les domaines sociaux et éducatifs, et non de un sur deux, comme il a été annoncé de manière globale.*

l'école et surtout, de la réussite de l'école pour tous.

Au bout du compte, le poids de l'origine sociale dans la performance de l'élève n'a cessé de croître, et le niveau d'encadrement moyen des élèves par les professeurs plaçait notre pays dans le peloton de queue de pays membres de l'OCDE (6 enseignants pour 100 élèves).

**Un projet « libéral » et destructeur.** Le projet énoncé actuellement par la droite et par tous

ses concurrents, s'inscrit non seulement dans la cohérence de la copie rendue en 2012, à la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, mais vise à l'amplifier considérablement, au point de dénaturer la place et le rôle de l'école dans la société.

Ses intentions, si elles venaient à se réaliser, constitueraient non seulement un coup d'arrêt porté à l'effort entrepris depuis plus de quatre ans, mais un véritable retour en arrière. En fait, seul Alain Juppé - pour l'instant - ose encore évoquer une sorte de statu quo budgétaire dans l'éducation, mais pour mieux s'empres- ser d'ajouter que les moyens ne représentent pas l'essentiel du dossier...

La pression de ses concurrents, à droite, ne lui permet pas, en général, quel que soit le terrain concerné, de résister très longtemps. Tous les autres postulants, à commencer par Nicolas Sarkozy, François Fillon, et Bruno Le Maire, estiment que l'éducation doit désormais redevenir une contre-priorité budgétaire, et donc politique. Chaque dirigeant de droite - même Alain Juppé - insiste sur une

réduction globale des dépenses publiques oscillant de 85 milliards à 150 milliards d'euros en cinq ans, et sur la nécessité simultanément - il était temps, en effet, au regard de l'hémorragie organisée sous le quinquennat 2007-2012 - d'augmenter les effectifs de l'armée et des forces de sécurité ! Une telle trajectoire signifierait une baisse drastique des effectifs dans tous les autres secteurs de la fonction publique, et d'abord dans l'éducation nationale, qui représente près de 40 % de ceux de la fonction publique d'État. En clair, pour l'ensemble des responsables de la droite, candidats ou non aux primaires d'ailleurs, nous serions conduits à subir le non remplacement de deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite, dans les domaines sociaux et éducatifs, et non de un sur deux, comme il a été annoncé de

manière globale. Ce simple constat montre combien l'école, les enseignants, mais aussi les élèves issus des milieux les plus populaires, se situent au cœur de l'esprit de la revanche sociale voulue par la droite dans toutes ses composantes.

Cette réduction budgétaire, à la hauteur de plusieurs milliards d'euros, dès la première année, c'est-à-dire dès la rentrée 2017, se traduirait par la fin de la formation des maîtres, la remise en cause de la réforme du collège, voire celle du collège unique, des suppressions de postes par milliers, et de classes par centaines.

Il faudrait d'ailleurs que la droite aille vite pour

*La droite développe ainsi une démarche : le retour à un passé lointain mythifié ; une volonté : creuser, en fait, toujours plus d'injustices ; une approche : l'école de la ségrégation sociale ; une méthode : le retour à une forme de pénurie de moyens ; une ambition face à ce qu'elle déteste : la pédagogie, caricaturée sous l'appellation de « pédagogisme ».*

financer les baisses d'impôts qu'elle entend accorder généreusement aux contribuables relevant des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, aux détenteurs de revenus financiers importants, et aux redevables de l'ISF qui seraient supprimé. Cette baisse des moyens s'accompagnerait de mesures envisagées et brandies par la droite de tout temps. D'abord, la réintroduction de l'apprentissage dès 14 ans, au nom de ce qu'elle appelle pudiquement

« le tri pédagogique », autant dire le tri sociologique. Ensuite, le sacrifice sans état d'âme, de la scolarisation avant trois ans, moment de la vie pourtant décisif pour les premiers apprentissages du langage et de la vie en société, période cruciale pour conjurer les risques d'un éventuel handicap initial et structurel.

**Une volonté de revanche.** L'augmentation de la durée hebdomadaire du travail des enseignants, professeurs agrégés et professeurs des écoles représente la proposition phare, notamment de Nicolas Sarkozy. Nous sommes là, à la fois dans la stigmatisation revancharde et l'incompétence avérée. Il s'agit, évidemment, dans l'esprit de la droite, de tenter « de mettre au pas » les enseignants et de les livrer en pâ-

ture à l'opinion, aux autres salariés et aux parents d'élèves, dans un élan démagogique rarement démenti. Mais cette décision - on ne peut plus appeler cela « réforme » - prouve aussi la méconnaissance totale du travail fourni par un enseignant qui, quel que soit son statut, doit préparer les cours, s'adapter au changement de programmes, se former à de nouvelles pédagogies, corriger devoirs et copies. Se référer simplement à l'horaire de cours pour évaluer la durée du travail, n'a aucun sens.

Il est vrai que la perspective de renforcer l'autonomie des établissements, et dans ce cadre, de conforter substantiellement les prérogatives des chefs d'établissement, qui n'ont d'ailleurs rien demandé, détermine le fil rouge de la démarche suivie. Réduire le rôle des enseignants à de simples exécutants, faire prévaloir la prédominance d'une logique administrative et verticale sur une approche pédagogique, plus participative et surtout plus respectueuse de la fonction d'enseigner, qui ne saurait se limiter à celle de transmettre des connaissances. Encore faut-il, en effet, apprendre à les faire partager.

François Fillon va même jusqu'à parler du retour à « l'uniforme », en tous les cas, pour les élèves ! Cette recette lui a peut-être été soufflée par « sens commun »...

La droite développe ainsi une démarche : le retour à un passé lointain mythifié ; une volonté : creuser, en fait, toujours plus d'injustices ; une approche : l'école de la ségrégation sociale ;

une méthode : le retour à une forme de pénurie de moyens ; une ambition face à ce qu'elle déteste : la pédagogie, caricaturée sous l'appellation de « pédagogisme ».

La droite n'aime pas l'école publique et d'ailleurs tous les candidats, ou presque, envisagent franchement et sans détour de conforter l'école privée au nom du principe habituel de « libre choix », argument sempiternel d'une droite qui n'a jamais admis l'école gratuite, publique et obligatoire.

**Un enjeu politique majeur.** Les socialistes, après avoir assumé et promu la démocratisation de l'école, se battent désormais pour la démocratisation de la réussite à l'école et par l'école. C'est tout le sens de la priorité affirmée et respectée au bénéfice de l'école, tout au long de l'actuel quinquennat. La droite ne reconnaît pas cette perspective qui est pourtant conforme à l'intérêt général et à l'avenir même du pays, que ce soit dans les territoires ou sur la scène internationale. Cet avenir passe, en effet, par l'élévation générale des niveaux de formation et de compétences et par l'affirmation d'une conscience civique et citoyenne, à travers le développement du jugement critique, et donc des points de comparaison et d'analyse sans lesquels il ne s'agirait que de commentaires ou de bavardages. Ce pari là n'est toujours pas compris par la droite conservatrice.

M.B.

## Quand la droite détruit l'école publique !

- ◆ Seine-Maritime : suppression des bourses départementales pour les collégiens : 5 000 familles touchées ;
- ◆ Eure : suppression des bourses aux lycéens : 2 000 familles concernées ;
- ◆ Somme et Essonne : suppression de l'aide à la cantines pour les élèves du primaire : 7 000 familles touchées et plus 6 000 en Essonne ;
- ◆ Pyrénées-Atlantiques, fin de la gratuité des transports scolaires, soit 100 €/an/enfants.
- ◆ Hauts-de-Seine (département le plus riche de France), suppression aide aux transports scolaires de plus de 2 000 collégiens boursiers. (Source : Pôle Préparation de l'avenir)

# La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial  
aux cahiers de la présidentielle. À lire !**



MR.  MME.  Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de ..... euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



# Ce que la droite prévoit en 2017

## **Suppression de 150 000 postes dans l'Education nationale : c'est le double de la saignée des années Sarkozy 2007-2012 !**

**Résultat :** des fermetures de classes et d'écoles - dans les quartiers, comme dans les campagnes -, la fin de la formation des enseignants, le non-remplacement des professeurs absents.

- ◆ c'est la mort annoncée du service public de l'éducation et la création de « déserts éducatifs. »

## **Instauration d'une voie de garage au CP : c'est l'hyper-sélection des enfants dès l'âge de 6 ans.**

**Résultat :** une école qui reproduit les inégalités sociales et un système éducatif qui va fabriquer toujours plus de décrocheurs.

- ◆ La droite tire un trait sur la promesse républicaine d'une école de l'émancipation, qui corrige les inégalités !

## **Obligation de revenir à la semaine de 4 jours : c'est chaque élève du primaire, privé d'une matinée d'enseignement.**

**Résultat :** moins de temps pour apprendre et comprendre – notamment pour les élèves qui en ont besoin, des journées plus longues et plus fatigantes, peu propices aux apprentissages.

- ◆ La droite abandonne l'ambition de la réussite scolaire pour tous les élèves !

## **Programmes bradés et matières sacrifiées : c'est une école aux rabais.**

**Résultat :** un système éducatif qui abaisse son niveau d'exigence pour tous les élèves et ne les prépare pas au monde de demain.

- ◆ La droite sacrifie la jeunesse et l'avenir de la France !

## **Apprentissage dès 14 ans : c'est construire de la main-d'œuvre, pas des citoyens !**

**Résultat :** en Quatrième, les meilleurs élèves sont préparés pour le lycée, les autres vont rejoindre les filières de préapprentissage, avec des enseignements diminués.

- ◆ La droite veut la peau du collège unique et du socle commun pour tous les élèves de France !

## **Etablissement « autonomes » : une réelle mise en concurrence déguisée**

**Résultat :** un désengagement de l'Etat, des enseignements qui changent d'un établissement à l'autre, du stress pour les parents et les élèves,...

- ◆ La droite veut l'échec de l'école publique pour aller vers un « marché de l'éducation ! »

(Source : Pôle Préparation de l'avenir)



## Jean-Paul Delahaye...

... Inspecteur général honoraire ancien conseiller spécial de Vincent Peillon, et directeur général de l'enseignement secondaire de 2012 à 2014.

### « La droite de 2017 est celle du renoncement et des solutions paresseuses »

**?** *Que vous inspire le programme des candidats à la primaire de la droite, dans le domaine éducatif ?*

En réalité, il y a plusieurs projets pour l'école, à droite. Certains méritent attention, car ils font preuve d'une certaine responsabilité et n'ont pas pour seul objet de revenir à une école du passé. C'est heureux, car notre école a besoin de continuité et de cohérence pour accomplir les missions complexes que lui confie la nation. J'observe, par exemple, que pratiquement personne, à droite, ne remet en cause la nécessité

de faire de la formation des enseignants une priorité. Cela valide la politique mise en œuvre en 2012 et vaut reconnaissance, par la droite, de la faute majeure qu'a représentée la suppression de toute formation professionnelle, en 2009. Mais, au total, on doit malheureusement constater que le projet éducatif que proposent la plupart des candidats à la primaire de droite revient à contredire les orientations de la loi de 2012 et ressemble beaucoup à l'école des années 1960, un peu comme si la droite estimait que la démocratisation était allée trop loin, alors



même que toutes les études montrent le poids beaucoup plus important en France que dans les autres pays de l'origine sociale sur les destins scolaires. Il est vrai que la tâche est difficile, car nous sommes le pays du grand écart : aujourd'hui, si une bonne moitié des élèves de 15 ans ont d'excellents résultats, les meilleurs du monde, 25 à 30 % d'une génération, massivement issus des milieux populaires, ont des résultats très inquiétants. Et l'écart est en train de se creuser. Cette situation est maintenant largement connue, et ce, au moins depuis le début des années 2000. D'autres pays concernés par ces inégalités de réussite ont réagi très tôt, ont connu leur « PISA Choc », et ont vu leur situation s'améliorer, de 2003 à 2012, l'Allemagne, notamment. La France a longtemps tergiversé, préférant dénigrer le thermomètre. Pire, la droite a pris, de 2002 à 2012, l'exact contrepied de ce qu'il aurait fallu faire, en supprimant 80 000 postes et une matinée de classe en primaire, en divisant par trois la scolarisation des enfants de moins de trois ans, et en supprimant, carrément, toute formation professionnelle de ses enseignants, pour ne prendre que quelques exemples de politiques ayant aggravé notre situation.



*Le résultat, c'est que la situation des plus démunis est en train de se détériorer.*

Oui. A partir de ce constat, sont en présence deux choix politiques radicalement opposés. Celui de la gauche, initié avec la loi de refondation de 2012, qui fait de l'éducation une priorité, en ciblant l'effort consenti par la nation sur des priorités rendant possible la réduction des inégalités de réussite liées au milieu social : refonte du socle commun et des programmes, priorité à l'école primaire, refondation de l'éducation prioritaire, reconstruction de la formation des enseignants et revalorisation de leur métier, lutte contre le décrochage scolaire... La refondation enclenchée en 2012 a bien l'ambition d'être ce

« PISA Choc », en se donnant pour unique objectif la correction de ces inégalités, à condition qu'on ne se méprenne pas sur notre problème qui vient de très loin et qui ne sera pas résolu si l'on se contente d'injecter des moyens supplémentaires, en ne changeant rien, c'est-à-dire en évitant de poser la question de la structure même de notre système éducatif.

Le choix de la droite, c'est de revenir à 2008, c'est-à-dire défaire ce qui a été entrepris pour plus de justice et d'égalités des droits à l'école et renoncer, de fait, à la démocratisation de la réussite scolaire. La droite de 2017 est donc celle du renoncement et celle des solutions paresseuses. La difficulté, bien réelle, d'assurer un socle commun à tous, devient

pour la droite une impossibilité. D'où ces projets rétrogrades de relégation des élèves fragiles à tous les étages du système, projets qui visent à restaurer les filières et l'orientation précoce, pour les enfants des autres bien sûr, à stigmatiser la pédagogie en perpétuant des oppositions stériles. Or, et la droite ne semble pas le savoir, on a sur le terrain dépassé, depuis longtemps, l'opposition factice et stérile entre

éducation et instruction, connaissances et compétences, didactique et pédagogie, cadrage national et autonomie, républicains et pédagogues. Ces oppositions inutiles nous ont fait perdre beaucoup de temps. Ce n'est pas parce qu'un enseignant est pédagogue qu'il est un « pédagogue » irresponsable baissant le niveau d'exigence par facilité. Ce n'est pas parce qu'un enseignant est républicain qu'il est un « réac-publicain » ayant arrêté le temps de l'école à un âge d'or mythique des années 1950. Et d'ailleurs, en quoi une école plus démocratique serait-elle moins républicaine ?



*La droite annonce la suppression des réformes des rythmes et du collège, le retour des programmes de 2008 et la*



*diminution du nombre d'enseignants.  
Qu'en pensez-vous ?*

La droite n'offre pas une vision de l'école à venir, mais propose une rétrovision nostalgique. Sa position sur la réforme du collège en est une bonne illustration. Offrir à tous les élèves une deuxième langue vivante en classe de Cinquième, au lieu de l'offrir seulement à quelques-uns en Sixième, est un formidable progrès démocratique. La droite, elle, juge cette langue inutile pour certains élèves - on devine qu'il s'agit des enfants des milieux populaires - et préfère une orientation professionnelle précoce pour que l'école puisse continuer à trier et sélectionner. Revenir sur la réforme des rythmes scolaires, signifie, en clair, supprimer la cinquième matinée de classe et réduire l'année scolaire à 140 jours de classe. La droite dit vouloir donner la priorité à l'école primaire, ce qui veut dire en passant qu'elle reconnaît que la loi de refondation de 2013 a visé juste, mais elle commence par empêcher les élèves d'apprendre, en supprimant une matinée de classe, comprenez qui pourra ! Ce n'est évidemment pas l'intérêt des élèves qui est ici la priorité. Ce retour à la semaine de 4 jours, qu'aucun pays au monde a songé à imiter, car c'est une folie pour les enfants, placerait à nouveau notre pays dans une exception désastreuse.

*La droite dit vouloir donner la priorité à l'école primaire, ce qui veut dire en passant qu'elle reconnaît que la loi de refondation de 2013 a visé juste, mais elle commence par empêcher les élèves d'apprendre, en supprimant une matinée de classe, comprenez qui pourra !*

de l'autonomie à celle du seul chef d'établissement. Et on voit bien que derrière la proposition de Nicolas Sarkozy sur les programmes, il y a le renoncement, dangereux pour le « vivre ensemble », d'un socle de culture commune à tous les citoyens.

Pour éviter tout malentendu sur la question de l'autonomie, il faut rappeler que, depuis toujours, l'autonomie, n'est pas un objectif en soi, mais un moyen pour plus d'efficacité et donc d'égalité, un moyen parmi d'autres, pour faire progresser un système éducatif qui doit rester national, sans être pour autant uniforme.

National, car l'école en tant qu'institution doit avoir la même efficacité partout et pour tous et sa qualité ne peut pas dépendre d'expérimentations locales non pilotées. L'autonomie, ce n'est

pas la déréglementation qui pénalise les plus faibles et qui aboutit toujours à un accroissement des inégalités.

Sans pour autant être uniforme, car l'unité des exigences sur le territoire et l'ambition que nous devons avoir pour tous les élèves, objectifs rappelés avec force par la loi de refondation du 8 juillet 2013, n'ont de sens que si des marges de manœuvre pédagogiques sont

laissées aux équipes pédagogiques locales, seules en mesure de choisir et de diversifier les démarches et les approches permettant à tous leurs élèves de réussir. Or, la diversification pédagogique ne se décrète pas depuis l'administration centrale. Mais, pour une utilisation raisonnée de ces responsabilités, il faut que la concertation et la collégialité soient au cœur de la vie des établissements. L'autonomie n'a, en effet, de sens que si elle est mise en pratique collectivement, si les instances de concertation fonctionnent correctement et si leurs décisions sont respectées, car c'est l'établissement en tant que collectif qui est autonome, pas seulement son chef.

Il existe une autre conception de l'autonomie, celle de la droite, que nous combattons avec énergie, qui vise non pas à développer l'égalité



*Ce programme contient aussi des nouveautés, comme la large autonomie donnée aux établissements et aux écoles qui, pour Nicolas Sarkozy, doit aller jusqu'aux programmes. Les Républicains résisteront-ils à la tentation de changer le système ?*

Sur la question de l'autonomie, il y a plus de nuances entre les différents candidats à la primaire de droite. Alain Juppé souhaite donner de nouvelles responsabilités aux équipes pédagogiques, alors que d'autres résument la question

devant l'éducation, mais à placer les établissements publics, les personnels et l'offre de formation en concurrence. La concurrence entre établissements publics, c'est la perversion de leurs missions par la création aventureuse d'un marché de l'éducation dont on voit trop bien qui seront les gagnants et qui seront les perdants, c'est la balkanisation du système éducatif et la loterie pour les citoyens.

Il y a donc deux manières de penser et de faire vivre l'autonomie des établissements. Et s'il y a deux visions de l'autonomie, c'est qu'il y a deux visions de l'école et donc deux visions de la société. Décidemment, la droite et la gauche, ce n'est pas la même chose !

*Certains conseils généraux de droite ont supprimé des aides à la cantine, à l'image du département de l'Eure, fief de Bruno Le Maire, ou aux transports scolaires destinées aux élèves boursiers, comme les Hauts-de-Seine, département le plus riche de France, qui a supprimé l'aide aux transports scolaires de plus de 2 000 collégiens boursiers. Cela n'augure-t-il pas de lendemains difficiles ?*

Oui, des lendemains très difficiles pour les plus fragiles. Et ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que la droite a déjà montré, de 2002 à 2012, ce dont elle était capable en la matière. Souvenons-nous que les fonds sociaux des collèges et lycées ont été divisés par 2,3 en 10 ans, ce qui a voulu dire moins d'argent pour aider les élèves vivant dans la pauvreté à accéder à la restauration scolaire, à acheter la tenue de sport ou les fournitures, à payer la sortie scolaire... Un scandale absolu ! La droite fait toujours des économies sur les plus pauvres qu'elle qualifie régulièrement « d'assistés ». Et, pour espérer masquer sa politique d'injustice, elle concède un peu d'argent pour accompagner quelques « élèves méritants » par le biais d'actions philan-

thropiques et compassionnelles spectaculaires, type internats d'excellence, évidemment utiles à ceux qui en bénéficient mais qui ne résolvent rien pour plus grand nombre. Cette politique à courte vue ne fait qu'aggraver les inégalités. C'est le contraire qu'il faut faire et je voudrais donner trois raisons de produire cet effort collectif de solidarité en direction de ceux de nos concitoyens qui sont victimes des inégalités de réussite, en raison de leur origine sociale.

C'est d'abord une question de justice pour les victimes de l'échec scolaire. Ne sous-estimons pas les dégâts humains et le gâchis immense que représentent des années de scolarité qui ne sont

qu'une suite d'échecs et d'humiliations. Tous les enfants des familles pauvres ne sont pas en échec scolaire, mais ceux qui échouent à l'école, aujourd'hui, seront les exclus de demain. En favorisant davantage la réussite scolaire des plus pauvres, le système éducatif leur offre le seul moyen à long terme de sortir de la détresse.

Faire réussir tous les enfants est ensuite une

question essentielle pour notre démocratie et notre pacte républicain, car nous ne pourrions indéfiniment prôner le « vivre ensemble » sur le mode incantatoire et dans le même temps abandonner sur le bord du chemin une partie des citoyens. Il y a aujourd'hui, parmi les jeunes de 18-29 ans, 1,9 million de jeunes femmes et de jeunes hommes qui ne sont ni en emploi ni en formation, et beaucoup d'entre eux sont invisibles du reste de la société, car ils ne sont pas non plus en accompagnement. Que font-ils de leurs journées, à qui pensent-ils et, accessoirement, que votent-ils ? L'échec scolaire de trop nombreux enfants des milieux populaires n'est pas seulement un problème pour l'école, c'est aussi une menace pour la République. Comment ceux qui n'ont pas les mêmes droits que les autres pourront-ils accepter longtemps d'avoir les mêmes devoirs que les autres ?

Mais, s'il fallait trouver une troisième raison d'élargir la base sociale de la réussite scolaire et

de nos élites, cette raison serait économique. La réduction des inégalités est, en effet, une question de survie pour notre économie, car les inégalités freinent la croissance. D'une certaine façon, les inégalités sont à la fois le moteur de notre système éducatif et la cause de nos difficultés économiques et sociales. Laisser sur le bord du chemin autant d'intelligences et de po-

tentiels est, de ce point de vue, très problématique pour un pays qui doit affronter la mondialisation et la compétition internationale. L'intérêt bien compris de notre pays rejoint l'idéal d'une école plus juste.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

# L'école des années Sarkozy

## Le budget de l'éducation en berne

La dépense d'éducation s'effondre : 6,75 % en 2012, contre 7,07 % du PIB en 2009, l'éducation n'est plus une priorité sous Sarkozy.

**Résultat :** Le poids de l'origine sociale sur les performances des élèves est plus fort en France que dans tous les pays de l'OCDE : 1,7 fois plus élevé qu'en Finlande ; 1,4 fois plus qu'au Royaume-Uni ; 1,3 fois plus qu'en Allemagne.

## Des établissements vidés de leurs enseignants

Avec son fameux non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, Nicolas Sarkozy supprime 80 000 postes, alors que les effectifs d'élèves augmentent.

**Résultat :** fermetures de classe, personnels déplacés ou partageant leur temps entre plusieurs établissements, embauche de contrats précaires, classes surchargées, un tiers des postes de Rased disparu, effondrement de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans...

## Une baisse vertigineuse des vocations

On comptait 92 000 candidats au Capes, en 2004, ils ne sont plus que 28 000, en 2011. Conséquence : 900 postes n'ont pas été pourvus, en 2011.

**Résultat :** des enseignants manquent dans les classes, en lettres, maths, anglais ou allemand.

## Le plus faible taux d'encadrement des élèves au primaire

L'école publique est particulièrement maltraitée sous Nicolas Sarkozy et souffre d'un manque de personnels.

**Résultat :** Avec 6 enseignants pour 100 élèves - et seulement 5 au Primaire -, la France présente le plus faible taux d'encadrement des 34 pays de l'OCDE.

## De jeunes étudiants sans formation, envoyés devant les élèves

Avec la suppression de l'année de stage en alternance post-concours, aussitôt leur concours réussi, les stagiaires sont propulsés à plein de temps devant les élèves, sans aucune formation.

**Résultat :** Les jeunes profs sont « balancés » dans leurs classes sans savoir comment s'adresser aux élèves : ils manquent de pratique et d'accompagnement. Beaucoup de jeunes profs souffrent de leurs conditions d'entrée dans la profession. Cette réforme ratée, plus coûteuse que prévue, a des conséquences désastreuses pour les élèves.

## Une matinée en moins d'enseignement au Primaire

Avec l'instauration de la semaine de quatre jours, la semaine des élèves passe de vingt-six heures à vingt-quatre heures.

**Résultat :** les écoliers français sont ceux qui ont le nombre de jours d'école le plus faible des 34 pays de l'OCDE : 144 jours contre 187 en moyenne. Ils subissent, de ce fait, des journées plus longues et plus chargées que la plupart des autres élèves dans le monde. Cette extrême concentration du temps est inadaptée et préjudiciable aux apprentissages, et source de fatigue et de difficultés scolaires.

## La détérioration du climat scolaire

On a oublié les mobilisations de RESF contre l'expulsion de parents d'enfants scolarisés, les indignations devant les critères intrusifs du fichier base-élève, l'instrumentalisation des polémiques sur l'encadrement des groupes scolaires,...

## Le mépris de l'école et des enseignants

Xavier Darcos, en juillet 2009 : « Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits délégués par l'Etat, que nous fassions passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? » Sans commentaire !  
(Source : Pôle Préparation de l'avenir)





### Grégoire Kauffmann...

... est spécialiste des droites radicales. Enseignant à Sciences-po Paris, il vient de signer un nouvel essai "Le nouveau FN : les vieux habits du populisme" (La République des Idées, Seuil) dans lequel il décrypte la transformation du Front national, au cours de ces dernières années. Entretien...

**« Marine Le Pen renoue avec un sans-culottisme xénophobe et un ultra-républicanisme crispé. Il y a là une vraie cohérence dans son discours »**



*Depuis la création du parti, en 1972, à l'arrivée de Marine Le Pen à sa tête, en 2011, le Front national a toujours possédé des traditions idéologiques très fortes qui fondent son identité. En quoi ce parti a-t-il changé au fil du temps ?*

À l'époque de Jean-Marie Le Pen, paradoxalement, ce parti comptait davantage de sensibilités qu'aujourd'hui. Les néo-paiens y côtoyaient pêle-mêle, les traditionalistes catholiques, les ex-nationalistes révolutionnaires, les anciens de

l'Algérie française et les poujadistes que le président historique du parti était parvenu à fédérer autour du plus petit dénominateur commun, dans une sorte d'auberge espagnole ouverte à tous les vents des droites radicales. Il y a aujourd'hui beaucoup moins de tendances, au sein du FN. Au point qu'il est devenu monolithique, même si deux grandes lignes de force se dégagent : celle du « ni droite ni gauche » incarnée par Florian Philippot et animée par Marine Le Pen, et celle pilotée par Marion Maréchal Le Pen qui se réclame de la droite nationale.



À ma connaissance, Marine Le Pen ne s'est jamais revendiquée de droite. Selon son ancien porte-parole, le catholique gaullien Paul-Marie Coûteaux, elle assimilerait cette famille politique au « monde du fric et des cathos ». N'oublions pas, non plus, que la présidente du mouvement a fait ses classes dans le Nord-Pas-de-Calais, une terre ouvrière, où elle a profité des difficultés rencontrées par le Parti socialiste et la gauche, en se frottant à un territoire frappé de plein fouet par la désindustrialisation et une tradition militante très présente. Ce qui a peut-être accentué, chez elle, cette répulsion à se dire de droite.

D'autres éléments interviennent, mais celui-ci est important. De ce point de vue, elle tranche avec le discours de son père qui, dans les années 1970-1980, prétendait incarner la droite sociale-populaire et nationale. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard ont très bien montré que, dès sa création, en 1972, ce parti s'est revendiqué de droite. Il existe donc une rupture et une césure fondamentale dans l'histoire du FN, dès lors qu'il bascule dans le « ni droite ni gauche ». Cet événement inaugural date d'ailleurs de 1995, avec l'Université d'été du Front national de la jeunesse, lorsque Samuel Maréchal, père adoptif de Marion Maréchal-Le Pen, lance ce slogan. Un héritage que n'assumera pas la jeune députée du Vaucluse, plus proche à cet égard des idées de son grand-père.

Si les principaux dirigeants prétextent qu'une divergence de fond oppose, aujourd'hui, les « mondialistes » aux « patriotes », ils sacrifient très clairement à une vision manichéenne et duale de la réalité politique du mouvement. Marine Le Pen et Florian Philippot appliquent d'ailleurs cette dualité à tout le champ politique. C'est même leur grille d'interprétation du monde.

**?** *En quoi le FN emprunte-t-il au vieux populisme xénophobe né au XIX<sup>e</sup> siècle, dans le sillage de l'« anticapitalisme national » ?*

Le nouveau FN exploite un discours de gauche né sous la Révolution française. C'est le thème de la patrie en danger, perceptible avec le robespierrisme triomphant, ou bien encore celui de la démocratie directe, inconciliable avec le parlementarisme, les élites, les féodalités et les privilèges. Il est centré sur la notion de nation en danger et la hantise d'un prétendu ennemi intérieur qui datent de la Terreur.

Cette tradition essaiera tout au long du dix-neuvième siècle, relayée par de petites chapelles socialistes pré ou antimarxistes, autour de personnalités comme Auguste Blanqui ou Henri Rochefort, directeur du pamphlet *La Lanterne*, à la fin du Second Empire, dont la carrière politique et journalistique, sous la Troisième République a fait la renommée. Ces patriotes de

*Si les principaux dirigeants prétextent qu'une divergence de fond oppose, aujourd'hui, les « mondialistes » aux « patriotes », ils sacrifient très clairement à une vision manichéenne et duale de la réalité politique du mouvement. Marine Le Pen et Florian Philippot appliquent d'ailleurs cette dualité à tout le champ politique. C'est même leur grille d'interprétation du monde.*

gauche, qui dénoncent les puissances d'argent, se disent anticapitalistes et égalitaires, en lien avec l'antisémitisme, pour certains. Ils se retrouvent dans un jacobinisme d'exclusion, crispé et identitaire qui s'inscrit pleinement dans l'héritage républicain dont se réclame aujourd'hui le nouveau FN. Ce mouvement, ancré à gauche, s'épanouira dans le boulangisme, dans les années 1880. On retrouve de nombreuses similitudes entre ce même

mouvement et le discours frontiste. La ressemblance est même troublante, puisque le discours de Marine Le Pen s'inspire, en droite ligne, de ce courant de pensée. Ceci vaut, en particulier, pour la dénonciation de la démocratie confisquée et corrompue, le rejet de l'affairisme bourgeois, de la République des élites, et la valorisation du principe de laïcité – fût-elle détournée de son sens originel... Marine Le Pen revivifie une tendance républicaine autoritaire, anti-élites, antilibérale, anticapitaliste, voire même antimoderne. Avec, en toile de fond, un modèle républicain référendaire ou plébiscitaire. Une tradition en lien avec le contrat rousseauiste que l'on retrouve dans le bonapartisme et que le boulangisme

systématisera, avec l'idée d'un système parlementaire dépassé et d'élus soupçonnés de trahir l'intérêt général, au profit d'intérêts particuliers. En clair, le peuple doit être en capacité de se diriger lui-même, sans les représentants intermédiaires désignés par le suffrage universel, qui ne font que parasiter le jeu démocratique, à en croire Marine Le Pen. D'où cet appel au peuple, à la République plébiscitaire et au coup de balai salvateur contre les élites et autres dirigeants corrompus, au bénéfice d'un régime républicain-autoritaire. Ce discours est né à gauche et à l'extrême gauche, avant de se frotter à d'autres tendances, à la fin du dix-neuvième siècle. Plutôt que de pointer les réflexes antidémocratiques du FN, je crois indispensable de le combattre en essayant de comprendre comment il exhume et fait revivre une tendance très inquiétante de l'héritage républicain. Ce parti est une véritable vipère au sein de la République. Il en manifeste la part la moins universaliste, la moins ouverte à la différence, la moins accueillante à l'égard de l'altérité. Il s'agit pour l'essentiel, malheureusement, d'un problème interne à la République. Cet ultra-jacobinisme à prétention sociale nourrit le discours de Florian Philippot. Il va de pair, naturellement, avec la doctrine antisystème autrefois portée par le sans-culottisme xénophobe, qui est l'ancêtre du philipotisme mariniste.

*Marine Le Pen revivifie une tendance républicaine autoritaire, anti-élites, antilibérale, anticapitaliste, voire même antimoderne. Avec, en toile de fond, un modèle républicain référendaire ou plébiscitaire.*

*Des clivages sont apparus depuis la prise de pouvoir de Marine Le Pen et de son proche conseiller, Florian Philippot. De quelle nature sont-ils ? Peut-on parler de différences idéologiques ?*

Deux grandes stratégies s'opposent, aujourd'hui : celle incarnée par Florian Philippot, fondée sur le « ni droite ni gauche », qui exclut toute alliance avec les forces politiques traditionnelles, et celle dont se revendique Marion Maréchal-Le Pen, qui entend casser la droite, au prix d'une radicalisation de son positionnement politique. Et ce, en pointant les contradictions de la droite de gou-

vernement, jusqu'au point de rupture. Elle entend ainsi la vampiriser en gagnant, en son sein, la bataille des idées et des mots, comme tenta de le faire en son temps Bruno Mégret.

Il s'agit donc de fissurer la droite et de construire sur ses décombres un nouveau parti orienté vers la conquête du pouvoir. Avec l'ambition avouée de fomenter des alliances, une fois le FN en position de force. Cette stratégie est différente de celle de Florian Philippot qui souhaite réunir les souverainistes de tout poil contre l'Union européenne, en empruntant au registre de la gauche. François Hollande ne s'y est d'ailleurs pas trompé, en déclarant, en 2015, que Marine Le Pen parle « comme un tract du Parti communiste des années 1970 ». Il commet toutefois une

erreur, au même titre que ceux qui assimilaient autrefois le FN à un parti fasciste ou nazi. Il y a sans doute, sur ce point, matière à réflexion sur la manière de le combattre, au-delà de la caricature gauchisante à laquelle certains voudraient le réduire.

*Cette politique de dédiablement a-t-elle réellement modifié les fondements du parti ?*

Oui et non. La dédiablement a débuté avec la création, par les néo-fascistes d'Ordre nouveau, du Front national, en 1972. Histoire de décloisonner le parti et de jouer le jeu parlementaire, en y intégrant le jeu politique et en passant ainsi à l'âge adulte. En clair, il s'agissait d'en finir avec cette image de voyous nantis de croix celtiques, de barres de fer et de blousons de cuir pour casser du gauchiste dans la rue. Le tout, au profit d'une image aseptisée, plus rassurante et apaisée. Pour parvenir à leurs fins, ils vont chercher un homme, Jean-Marie Le Pen, qui à cette époque a l'image d'un modéré au sein des droites radicales françaises. Son ambition est de normaliser le mouvement et l'on voit surgir, dès lors, une tension schizophrénique entre ceux qui épousent cette volonté affichée et les éléments les plus radicaux qui restent viscéralement attachés à la dimension protestataire et à l'image

sulfureuse du parti. Le FN est donc, dès le début, partagé entre ces deux tensions contradictoires que sont la volonté de normalisation d'un côté, et le désir de contestation et de provocation, de l'autre. Ce clivage figure, dès l'origine, dans l'ADN du Front.



*Dans un contexte très différent, Marine Le Pen se retrouve aujourd'hui confrontée au même dilemme. En prenant le parti de la normalisation, ne risque-t-elle pas de perdre en singularité ?*

Avec le slogan « La France apaisée » et en recentrant son image, on peut se demander si elle ne va pas un peu loin dans ce processus. Ce, d'autant plus que dans le même temps, Nicolas Sarkozy et les acteurs de la droite dure s'emploient à radicaliser leur discours. Ce qui leur vaut de pousser le curseur sur des sujets comme la sécurité ou l'immigration, en allant parfois loin que le FN sur ces questions.

Marine Le Pen n'en cherche pas moins à banaliser ces thèmes dans l'opinion, en se démarquant de la droite de gouvernement. Ce calcul peut s'avérer payant et diabolique, dès lors qu'un Eric Zemmour raille le discours de Marine Le Pen, au prétexte qu'il serait un peu trop à gauche. La présidente du FN a parfaitement compris que les Français l'assimilent à l'extrémisme. Il ne lui reste donc plus qu'à se recentrer, en laissant la droite s'avancer sur le terrain de la radicalité.



*Ce qui lui permet d'élargir son spectre électoral, en prévision du second tour de l'élection présidentielle.*

Absolument. On a d'ailleurs déjà pu le constater cet été, lorsque Nicolas Sarkozy a déclaré son intention de réaménager la notion d'Etat de droit, en rapport avec le terrorisme. Ce qu'elle a aussitôt récusé. Non sans cynisme, elle cherche aujourd'hui à paraître plus modérée et moins clivante que l'ex-président de la République, en-

gagé dans une course folle pour tenter de capter les voix des électeurs du FN. Quelque chose se passe qui ressemble au couronnement de la stratégie de dédiablement mise au point par Marine Le Pen.



*En s'appropriant les valeurs de la République, brandies comme des armes contre l'islam, Marine Le Pen ne tente-t-elle pas de concilier les tendances concurrentes de l'extrême droite française ?*

Il existe bien, aujourd'hui, une sémantique ultra-républicaine propre au FN. Depuis la Seconde Guerre mondiale, aucun parti politique n'avait à ce point sacralisé le principe de laïcité. Marine Le Pen s'est réappropriée tous les thèmes chers à

la République, comme le droit des femmes, la défense des droits de l'homme, la lutte contre l'homophobie ou contre l'antisémitisme. Elle a détourné et préempté les armes qui étaient traditionnellement utilisées contre elle pour les diriger contre un seul et même adversaire, clairement identifiable, l'islamisme

radical. Quand elle parle de communautarisme ou de multiculturalisme, elle ne fait que le pointer du doigt, quand ce n'est pas l'islam tout court qui est visé. En cela, elle s'inscrit dans la vague des néo-populistes européens, que ce soit aux Pays-Bas ou en Allemagne. Elle vampirise l'héritage républicain pour combattre un seul et unique adversaire.



*Au fond, et contrairement à son père, de tradition poujadiste et Algérie française, qui refusait tout accès au pouvoir, Marine Le Pen affiche clairement ses prétentions.*

Jamais un parti politique n'est parvenu seul au pouvoir dans l'histoire de la Ve République. Il sera donc très difficile pour elle d'accéder aux plus hautes responsabilités, sans se rapprocher d'autres forces politiques. Elle sait qu'elle ne sera pas en mesure de parvenir à ses fins en 2017,

mais n'en vit pas moins une véritable success story, depuis 2011 et son arrivée à la présidence du FN. Elle pense continuer à progresser et ne croit pas du tout à la théorie du plafond de verre. Elle est, par ailleurs, convaincue que le clivage droite-gauche n'a plus le moindre sens et que les Français sont fatigués de cette bipartition. Elle y substitue le clivage entre patriotes et mondialistes, persuadée que le clan des patriotes s'affirmera élections après élections. Avec l'ambition de capter le vote des électeurs qui avaient voté non au traité européen, en 2005. Si ce pari est risqué, il peut s'avérer payant dans la durée.



*Quel est le meilleur moyen de combattre le FN ?*

Il nous faut inventer de nouveaux outils d'analyse, en tournant résolument le dos à la « fascisation » de l'adversaire. Cessons de puiser dans le stock de stéréotypes hérité des années 1980 et considérons le FN comme un parti dangereux, qu'il convient de combattre par un effort de pédagogie, en déconstruisant chacun de ses arguments, pied à pied.



*En caractérisant et en déconstruisant son discours...*

Absolument, en prenant soin de dépassionner le débat.

Propos recueillis par Bruno Tranchant